



ARRÊTÉ MUNICIPAL N° A 2024/563

Dépose porte provisoire et pose d'une porte cochère restaurée
Interdiction temporaire de stationnement et restriction temporaire de circulation rues Hardy
et de la Quintinie

LE MAIRE DE LA VILLE DE VERSAILLES,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° D 2020.05.18 du 27 mai 2020 du Conseil municipal concernant les délégations de compétences du Conseil municipal au Maire prévues à l'article L 2122-22 du code susvisé,

Vu l'arrêté n° A 2023/234 du 3 février 2023 donnant « délégations de fonctions et de signatures aux élus de la ville de Versailles – mandature 2020-2026 »,

Vu le code de la route,

Vu le règlement général de la circulation sur la voie publique à Versailles,

Considérant la demande formulée par l'entreprise **ASSELIN**- 10, boulevard Auguste Rodin 79100 Thouars, en vue d'effectuer la dépose d'une porte provisoire et la pose d'une porte cochère restaurée.

Considérant qu'il convient de prendre des mesures restrictives en matière de stationnement et de circulation afin de permettre la réalisation de ces travaux.

ARRÊTE

Article 1: **Le stationnement** des véhicules de toute nature est interdit **le mardi 23 avril 2024 de 7h à 19h** :

Rue Hardy, côté des numéros impairs au droit du n°1 sur 2 places de stationnement.

Rue de la Quintinie, côté des numéros pairs au droit des n°2 bis et 4 sur 4 places.

Article 2: Seront considérés comme gênant la circulation, au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route, les véhicules en infraction avec les dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3: La circulation des véhicules de toute nature est interdite sauf aux riverains qui pourront circuler dans les deux sens **le mardi 23 avril 2024 de 7h à 19h** :

Rue Hardy

Rue de la Quintinie

Article 4: Une signalisation temporaire sera mise en place par l'entreprise responsable des travaux au moins 48 heures avant leur démarrage. Elle devra être conforme aux dispositions en vigueur édictées par les Arrêtés Interministériels relatifs à la signalisation routière. L'entreprise sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Le présent arrêté devra être affiché sur les lieux.

Article 5: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Versailles dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6: M. le Directeur Général des services de la Ville et M. le commissaire divisionnaire, chef de la circonscription d'agglomération de Versailles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À l'Hôtel de Ville, le 3 avril 2024